

quel sera le total de nos dépenses. Cependant, de l'avis du ministre, nos déboursés pour l'année financière courante, et elles comprennent, je suppose, nos dépenses de guerre, s'élèveront à environ 651 millions de dollars, sans compter les dépenses en immobilisation votées à la dernière session pour la milice et la défense. Je tiens à faire remarquer au Gouvernement que ces prétendues immobilisations destinées à la défense peuvent difficilement être considérées comme telles, car elles seront sans doute comprises dans les dépenses générales de guerre pendant cette période, de sorte que le déficit estimatif de 156 millions pour l'année courante, duquel il faudra déduire le nouveau revenu que le ministre s'attend de percevoir, ne devrait pas, à mon sens, comprendre les immobilisations. Le Gouvernement ne devrait pas le perdre de vue car c'est sûrement ce qui se produira.

Il est vrai que nous ne pouvons pas échapper aux dépenses qu'entraîne la guerre. Nous sommes en guerre et nous devons en subir les conséquences. Le ministre a déclaré vers la fin de son discours, et à juste titre, que le peuple canadien devra faire face à ses responsabilités. La Chambre conviendra avec moi que le public en général, de même que les hommes d'affaires, devront non seulement s'imposer des sacrifices, mais collaborer avec le Gouvernement. Ils devront l'aider à s'acquitter de sa lourde tâche. Je ferai maintenant quelques brefs commentaires au sujet de ce que propose le Gouvernement. Le ministre a fait, à mon avis, une excellente analyse des trois méthodes de financement: les emprunts, l'acquittement des dépenses au jour le jour et l'inflation. Il a écarté l'inflation, de même que les emprunts, dans une certaine mesure, pour adopter la méthode du paiement au jour le jour tant que les revenus du pays le permettront, le solde devant être comblé au moyen d'emprunts.

Je désirerais dire quelques mots au sujet de l'inflation. C'est là un terme dont on a grossièrement abusé depuis quelques années. L'on croit de façon générale—évidemment, je ne fais pas allusion aux économistes experts, tel mon honorable d'en face—que le mot inflation veut dire l'émission de papier-monnaie sans égard à la couverture, que ce soit de l'or ou quelque autre forme de garantie sur laquelle on puisse le baser. Le genre d'inflation adoptée par certains pays d'Europe, surtout après la dernière guerre, s'avère, naturellement, nuisible aux intérêts d'un pays et doit être évité. Par contre, ainsi que nous l'avons constaté en ces récentes années, une politique de déflation comporte également certain danger et se révèle tout aussi désavantageuse à un pays que celle d'une imprudente inflation.

[L'hon. M. Stevens.]

Je tiens à signaler un fait très simple au ministre et au Gouvernement. D'une façon générale, au cours des vingt dernières années, la monnaie en circulation au Canada n'a représenté que la moitié, par tête d'habitant, de celle qui circulait aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Je saurais gré au ministre de bien vouloir m'accorder son attention pour l'instant.

La circulation au Canada fut approximativement de \$20 par tête, parfois \$21, et elle atteignit même \$22 pendant peu de temps, mais elle s'est maintenue à \$20 par tête, environ, depuis dix ou quinze ans, tandis qu'elle fut de \$40 à \$42 par tête aux États-Unis et à peu près au même point en Grande-Bretagne, soit un peu plus de \$40 par tête. Ce qui indique qu'au cours des derniers vingt ans la quantité de monnaie en circulation ne fut jamais trop grande au Canada. De fait, à mon avis, la monnaie en circulation au Canada s'est avérée nettement insuffisante. On peut contrôler au Bureau de la Statistique l'exactitude des chiffres que je viens de donner, ou encore à la Banque du Canada ou dans le compte rendu des délibérations du comité de la banque et du commerce de cette Chambre, révélant une situation de fait dont doivent clairement répondre les maîtres de la finance au Canada. Qu'on veuille bien me comprendre, je n'entends aucunement faire la critique de notre système de finance, car je suis convaincu, ainsi que je l'ai maintes fois affirmé, que nous jouissons de l'un des systèmes financiers les plus sains et les mieux dirigés qui soient au monde. Mais je souligne, cependant, le danger non moins grand d'errer par excès de prudence, de restriction et de déflation que par un abus de l'inflation ou par une émission exagérée de papier-monnaie. Ce fait est bien réel, et j'y reviens parce que je voudrais que le ministre (M. Ilsley) et son collègue le ministre des Finances (M. Ralston), forcément absent, mettent la question à l'étude; c'est là une réalité du domaine économique qui réclame l'attention en ce pays, savoir, qu'en dehors des exigences de la guerre dans le moment, la quantité de monnaie en circulation au Canada depuis dix-huit ou vingt ans a été, par tête d'habitant, d'environ la moitié de celle qui circulait en Grande-Bretagne et aux États-Unis. J'affirme donc au ministre, ainsi que je l'ai exprimé l'autre jour, que l'importance de notre production d'or au Canada, offrant comme elle le fait ce qui constitue encore la meilleure réserve au monde, et la faiblesse relative de la quantité de monnaie en circulation au pays nous fournissent une méthode de financement que l'imagination la plus vive ne saurait qualifier d'imprudente, d'hétérodoxe ou d'inflationnaire.